

**Le PS a déposé 30.000 amendements contre la fusion GDF-Suez. C'est de l'obstruction ?**

C'est de la détermination. Nous voulons dire aux Français que ce projet est dangereux et nous mobiliser pour qu'il ne soit pas adopté. A l'Assemblée, notre seule arme est de mener le débat avec assez de force pour que tout le pays soit informé du problème. La privatisation de GDF se solderait par des hausses de tarifs ; elle serait contraire aux intérêts de GDF, à ceux d'EDF et finalement de la France : d'où notre opposition.

**Comment justifiez-vous de bloquer une opération qui peut donner une taille plus importante à Gaz de France ? C'est même pour permettre à GDF de « nouer des alliances industrielles » que vous défendiez en 2001 une ouverture de son capital.**

Les mots ont un sens : en 2001, j'étais favorable à des partenariats industriels mais pas à la privatisation. D'autre part, contrairement à ce que prétend le gouvernement, la taille du groupe Suez-GDF ne pèserait pas de façon suffisante sur nos approvisionnements en gaz. Elle ne mettrait pas le nouveau groupe à l'abri d'une OPA. Au contraire, en privatisant GDF, on l'expose à une prise de contrôle. On menace l'emploi. On crée de surcroît un concurrent à EDF. Belle perspective !

**Le PS propose la renationalisation d'EDF et la constitution d'un pôle public EDF-GDF...**

La question énergétique sera cruciale dans les prochaines décennies. Y répondre implique de faire primer l'intérêt général – l'indépendance stratégique, l'environnement, la sécurité nucléaire. L'intervention de la puissance publique est légitime dans ce domaine parce que la logique du tout-marché s'y révèle myope.

**En 2004, la Commission européenne a posé son veto à un rapprochement entre le gazier et l'électricien portugais. (1)**

Il n'est pas du tout certain que la Commission, ou la juridiction européenne, s'opposerait à un rapprochement EDF – GDF, qui a ma forte préférence. Il serait logique qu'électricien et gazier travaillent ensemble. Il existe une seconde solution : l'opération inverse, avec une prise de contrôle de Suez par Gaz de France. GDF qui n'a pas un endettement massif en a les moyens financiers. Le systématisme idéologique du gouvernement fait obstacle à un tel regroupement, qui préserverait GDF et éviterait des hausses de tarifs.

**Les actionnaires belges de Suez pourraient s'y opposer...**

Le rôle de l'Etat n'est pas de brader les entreprises publiques, il n'est pas non plus de spolier les actionnaires privés. Ces derniers ne perdraient pas au change.

**François Hollande estime que si le parlement vote la fusion Suez-GDF, il y a « un risque d'irréversibilité ». Et vous ?**

Pour les raisons que j'ai dites, cette opération est mauvaise et je la combattrai. Et si, malgré tout, le gouvernement s'obstinait, je ferai le maximum, en cas de victoire à la présidentielle, pour qu'elle ne soit pas irréversible. Nous aurions au moins deux voies possibles. Soit apporter à EDF les actions du groupe Suez-GDF encore détenues par l'Etat et bâtir ainsi une stratégie progressive de contrôle. Soit adopter une loi interdisant aux opérateurs de gaz privés de posséder les réseaux de distribution. Ce sont les réseaux qui sont « juteux ». Et là se trouve une clé de notre indépendance. Ces solutions sont toutes compatibles avec l'Europe. Mais, je le répète, la meilleure solution est le rapprochement EDF-GDF. Avec une vraie politique européenne de l'énergie.

**Le chômage baisse depuis 15 mois. La droite va en faire un argument électoral pour 2007.**

Vous connaissez les principales raisons de ces chiffres : l'évolution démographique, les radiations à forte cadence et les contrats aidés. Les Français ne sont pas dupes. Seul un redémarrage significatif et durable de la croissance permettrait d'améliorer fortement l'emploi, pour les entreprises et pour les salariés. On en est malheureusement loin.

**Il y a un net mieux là aussi.**

Quand on creuse les chiffres, que constate-t-on ? La croissance du 2<sup>ème</sup> trimestre (+1,1%) est liée au restockage des entreprises (+ 0,8 %, ce qui par définition ne se reproduira pas) et à la consommation (+ 0,7 %), laquelle ne résulte pas d'une hausse du pouvoir d'achat ou de l'emploi mais d'une augmentation de l'endettement des ménages. Notre solde extérieur reste très négatif. Projetez cette réalité sur les prochains mois, avec vraisemblablement un euro cher, une conjoncture américaine et allemande médiocre et une hausse des taux : il n'y a pas de quoi pavoiser ! Pour redémarrer le cercle vertueux, nous devrions agir sur la demande intérieure (pouvoir d'achat et emploi) et sur l'investissement des entreprises. Avec une priorité massive lors du prochain quinquennat pour la formation, la recherche et l'innovation. C'est ce que je propose.

**Les cotisations patronales au niveau du SMIC vont être totalement supprimées pour les entreprises de moins de 20 salariés. Ce n'est pas très éloigné de ce que vous proposez.**

A ceci près que le gouvernement ne propose pas d'amélioration salariale et que ses dépenses ne sont pas financées.

**Votre promesse d'augmenter le Smic de 100 € dès 2007 ne risque-t-elle pas d'aboutir à un écrasement des bas salaires ?**

Il ne s'agit pas de mettre tout le monde au Smic, mais de faire en sorte que cette hausse profite au plus grand nombre. Une conférence salariale devra discuter des modalités de la répercussion avec les partenaires sociaux.

## **Pourquoi le Medef accepterait-il cette répercussion ?**

Parce qu'il existe un vrai problème salarial en France. Beaucoup des chefs d'entreprise que je rencontre savent qu'il est de l'intérêt de tous que soit relancée une politique salariale.

## **Ségolène Royal privilégie le dialogue social...**

Le dialogue social est absolument indispensable mais on ne peut pas se contenter de dire : « on verra... ». J'ai cru comprendre que notre amie n'était pas d'accord avec la hausse du Smic. Il y avait d'ailleurs déjà un désaccord entre nous lorsque j'avais proposé l'objectif, moins précis, d'un SMIC à 1.500 euros avant 2012. Finalement, le PS a rejoint ma position.

## **Vous risquez d'apparaître comme celui qui défend une vision étatiste des relations sociales.**

C'est tout le contraire. Je suis un de ceux qui ont pratiqué le plus le dialogue social dans mes différentes fonctions, il faut aller encore plus loin. Dans cet esprit, j'ai pris l'engagement précis – je crois être le seul à le faire au PS – de proposer qu'on inscrive dans la Constitution que toute modification législative concernant les principes du droit du travail ou de la sécurité sociale sera précédée d'une saisine des partenaires sociaux.

## **Vous chargez beaucoup les grandes entreprises : outre la hausse du Smic, vous voulez supprimer les exonérations de cotisations sociales dont elles bénéficient. Et vous souhaitez la fin du régime fiscal avantageux des stocks options. N'est-ce pas dangereux pour l'attractivité ?**

Nous avons besoin de grandes entreprises performantes. Mais ces allègements de charges coûtent cher et sont peu efficaces comme vient de le montrer la Cour des comptes. Quant aux stocks options, il y a eu de fortes dérives. Faute d'auto-régulation, il serait raisonnable de les limiter aux entreprises nouvelles, où elles sont utiles.

## **Dans un univers mondialisé, n'est il pas gênant d'empêcher les dirigeants d'être rémunérés comme le sont leurs homologues étrangers ?**

Avec ce raisonnement, il n'y a plus aucune limite d'aucune sorte ! Lorsque se produisent des abus, il faut bien réagir.

**Depuis votre « non » au traité constitutionnel européen, votre image s'est brouillée. Il y a comme un problème de cohérence entre le Fabius d'aujourd'hui et celui qui naguère gouvernait...**

J'ai toujours été un européen convaincu. Mais je suis lucide, nous avons gouverné, j'ai réfléchi à ce que nous avons fait, observé le contexte européen et mondial qui change beaucoup : sans renoncer à mes valeurs, j'en ai tiré des conclusions. Le fait d'élargir l'Union avant de l'approfondir a été une faute lourde. Des règles pertinentes à 6 ou à 15 membres ont cessé de l'être à 25 ou 27. L'Europe se dilue. Le projet de Constitution entérinait cette dilution. Un exemple ? J'ai été l'un de ceux qui ont bâti l'euro, je ne le regrette pas. Mais j'ai participé comme Ministre à des séances de la Banque centrale européenne. J'ai entendu ces messieurs dire : l'emploi ce n'est pas notre mandat, la croissance non plus, ce qui

compte c'est la lutte contre l'inflation ! Résultat : des taux d'intérêt élevés et un euro trop cher qui handicapent nos entreprises. Et le refus de rendre le moindre compte. Je n'étais – et je ne suis toujours - pas prêt à accepter qu'on « constitutionnalise » cette approche délétère. Si je suis élu, j'agirai pour une Europe beaucoup plus active et volontaire. Une Europe ouverte, pas une Europe offerte.

### **Comment définiriez-vous votre projet pour la France ?**

Mon projet ? Une France forte et solidaire ; forte parce que solidaire. A l'opposé de la France précaire et brutale de M. Sarkozy. On ne conduit pas un grand pays avec comme devise « marche ou crève ». Là où M. Sarkozy est le candidat de l'hypercapitalisme financier, je plaide pour une croissance solidaire. Il développe une logique communautariste, je veux, moi, une France laïque et républicaine. Je suis partisan d'une Europe sociale, démocratique, puissante ; lui d'une démarche proaméricaine.

### **Qu'est-ce qui vous différencie des autres présidentiables socialistes ?**

Chacun a des talents. Mais l'un porte une ligne plus libérale-centriste, l'autre entretient un certain flou, moi je dis clairement ce que je veux, et que, pour l'emporter, le rassemblement à gauche est indispensable. Le pays fera les choix qu'il souhaite mais je pense qu'on a besoin d'être précis et concret dans les engagements pris car les Français ont aujourd'hui un immense scepticisme. Il faut qu'ils puissent se dire : si je vote pour X ou Y, voilà ce qui se passera. La quasi totalité de ce que fait le gouvernement aujourd'hui n'avait pas été débattu en 2002. En 2007, je veux une campagne où les candidats se différencient vraiment et disent concrètement ce qu'ils feront après. C'est le B A Ba de la démocratie, sinon vous accentuez la distance avec les électeurs. Le flou entretient la crise du politique.

### **Que pensez-vous des plaidoyers de Ségolène Royal pour la démocratie participative ?**

La démocratie participative, je suis pour. Commençons par une participation démocratique des pré-candidats aux débats du PS ! Mais, plus largement, mon projet vise à revivifier la République dans le cadre d'une profonde réforme institutionnelle que je propose de soumettre à référendum dès septembre 2007.

### **Plusieurs ténors socialistes citent le modèle suédois en exemple. Est-ce aussi votre référence ?**

La campagne se fera sur le thème du changement plutôt que sur l'importation des modèles. Beaucoup d'éléments présentés souvent comme des handicaps français insurmontables (les services publics, l'école, la recherche, la solidarité sociale, le rôle de l'Etat, etc...) deviendront, s'ils sont réformés dans le bon sens, de puissants atouts dans le monde de demain. Je ne suis donc absolument pas d'accord pour dénigrer la France, mais pour la faire changer. Je crois aux chances de la France et je veux les renforcer.

**Propos recueillis par Cécile Cornudet, Françoise Fressoz et Elsa Freyssenet**

**(1) Bruxelles considérait que l'acquisition par l'électricien portugais EDP et le pétrolier italien Eni du gazier GDP constituait un abus de position dominante dans ce pays.**